

Crise postélectorale

Les européens attentifs à Séraphin Moundounga

Par RF

C'est le 13 octobre dernier que l'ancien vice-Premier ministre chargé de la Justice a été auditionné par des députés du Parlement européen et les diplomates des pays ACP-UE.

Au cours de cet entretien, Séraphin Moundounga a présenté aux parlementaires la situation du Gabon de la période des élections aux heurts qui ont suivi la proclamation des résultats. Pendant près de deux heures, les députés venus nombreux ont eu droit à un exposé exhaustif sur les raisons de sa démission. Raisons liées à son humanisme qui lui interdit de bafouer et de piétiner les droits de l'homme. Par ailleurs, il a dit à ces interlocuteurs son refus de caution-



ner les manipulations des chiffres qui étaient déjà envisagées.

Ainsi, le chef de la junte militaro-putschiste voulait obtenir de l'ancien vice-Premier ministre une déclara-

tion accusant un hacker ivoirien employé par Jean Ping, son principal adversaire et vainqueur des élections, d'avoir manipulé les résultats de l'élection pour les falsifier au profit

de son employeur. Une énormité, avait alors affirmé Séraphin Moundounga. Ce d'autant plus que la transmission des résultats au Gabon se fait non pas par voie électronique, mais sur des supports papier. Ces résultats contenus dans des procès-verbaux sont ensuite transportés dans des cartons des bureaux de vote jusqu'aux différentes commissions de centralisation, puis toujours sur des supports papier jusqu'à la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap). A quel niveau un hacker ivoirien pouvait-il intervenir ? Tout piratage était donc impossible.

C'est fort aussi de la réalité issue des urnes qu'il avait demandé au chef de l'Etat de l'époque, devenu depuis lors chef d'une junte militaro-putschiste, d'abord de procéder à un comptage transparent des voix bureau de vote par bureau de vote, ensuite d'accepter les résultats qui en sortiraient. Cela devant les observateurs de l'Union africaine et de l'Union européenne. S'il était vainqueur, ses adversaires seraient tenus de le féliciter ; mais s'il était perdant, il devrait alors féliciter le vainqueur. Ainsi

, l'ancien parti au pouvoir s'installerait dans l'opposition. Cela, Bongo Ondimba Ali (BOA) ne l'avait jamais accepté. Ces arguments ont clairement convaincu une assistance médusée par des pratiques aussi basses.

Par ailleurs, Séraphin Moundounga, en faisant ces propositions à BOA, voulait amener ce dernier à éviter les troubles dans le pays et les conséquences qui en ont découlé. Il a informé l'assistance que l'on a dénombré au Gabon des centaines de disparus, ce qui rend impossible de dire le nombre exact de morts au stade actuel. Précisant que l'accès aux morgues était interdit. Plusieurs de ces disparus ne se retrouvent pas dans les prisons ni de Libreville, ni ailleurs dans les provinces. Tout ceci rend difficile un bilan de ce qui s'est passé au Gabon en termes de violation des droits de l'homme. Toutes ces divergences ont été à l'origine de la séparation entre les deux hommes.

Lors de sa présentation, Séraphin Moundounga n'a pas fait que captiver l'attention de son auditoire. Il a reçu l'expression de son soutien et l'a amené

à regarder de plus près la situation du Gabon. Cela se traduisant par la quantité de personnes présentes à cette rencontre.

Ces propos ont été d'autant plus convaincants que, quelque temps auparavant, le « *Journal du Dimanche* » révélait le scandale des écoutes téléphoniques des membres de la mission d'observation de l'Union européenne, assorti des menaces à l'encontre de certains membres de cette mission.

Séraphin Moundounga continue de porter la cause des opprimés du Gabon à travers l'Europe. C'est ainsi que le 3 novembre prochain, il sera intervenant du colloque initié par Jean-Marie Bockel, auteur de plusieurs travaux parlementaires sur l'Afrique, et ancien ministre de la Coopération, sur le thème : « *L'Afrique est notre avenir, pour le pire ou pour le meilleur* ». Ce colloque rassemblera des personnalités de premier plan comme Jean-Pierre Raffarin (ancien Premier ministre français), Jean-Louis Borloo (ancien ministre d'Etat français), des chefs d'Etat et des ministres.

Les élèves admis en 6e abandonnés par le gouvernement

Par Sophie Beuve Mery

C'est plus de 3 000

